

Rapport
du Secrétaire Général de l'ONU
sur le Développement durable dans les Régions
Montagneuses

Actions menées par le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme pour le développement durable des zones de montagnes.

Contexte :

A travers l'option «Hauts Plateaux» du SNAT 2025. Le rééquilibrage dynamique du territoire littoral intérieur, vise tout en freinant la littoralisation, de redynamiser l'attractivité des autres territoires (Hauts Plateaux, Sud) aux fins de leur permettre d'amorcer un développement économique progressif en tenant compte des spécificités éco systémiques des milieux.

Le redéploiement des activités socio-économiques vers la région Hauts Plateaux nécessite une vision d'aménagement des zones de montagnes en mesure de contribuer d'une part, à sauvegarder l'espace naturel, sachant que ces zones constituent un ensemble d'écosystèmes fragiles et forment la zone tampon, constituant le corridor économique du littoral vers les hautes plaines et d'autre part à promouvoir par un aménagement territorial idoine en définissant les conditions d'occupation du sol et en adoptant des mesures incitatives adéquates visant à développer durablement ces espaces.

Dans cette vision la loi n°04-03 du 23 juin 2004 relative à la protection des zones de montagnes dans le cadre de développement durable constitue un référentiel législatif important pour l'aménagement durable de ces zones fragiles aux potentialités naturelles notables (Agriculture, ressources minière, réservoirs d'eau, lieux de détente et de loisirs, tourisme...).

La stratégie d'aménagement des territoires de montagnes repose sur l'élaboration et la mise en œuvres des Règlements d'aménagement du territoire des massifs montagneux, institués à juste titre par la loi relative à la protection des zones de montagne suscitée.

L'objectif des Règlements vise à travers un processus de concertation basé sur les études et des consultations élargies, à identifier l'ensemble des prescriptions liées à l'implantation des équipements, des infrastructures ainsi que les aires et les sites naturels à protéger et les emplacements soumis aux risques naturels.

1-sur le plan juridique :

- Elaboration de la loi n° 04-03 du 23 juin 2004 relative à la protection des zones de montagnes dans le cadre du développement durable ;
- Elaboration de décret exécutif n°05-469 du 10 décembre 2005 fixant les études et les consultations préalables requises ainsi que l'ensemble des conditions, des modalités et des procédures devant permettre la détermination et le classement des zones de montagne ainsi que leur regroupement en massif montagneux ;
- Elaboration de décret exécutif n°06-07 du 9 janvier 2006 fixant la composition du Conseil national de la montagne, ses attributions, son organisation et les modalités de son fonctionnement ;
- Elaboration de décret exécutif n°07-85 du 10 mars 2007 fixant les modalités d'élaboration et d'adoption du Règlement d'aménagement du territoire du massif montagneux, les études et les consultations préalables devant être menées ainsi que les procédures d'arbitrage y afférentes.

2-sur le plan institutionnel :

- Mise en place du Conseil national de la montagne ;
- Mise en place de la Commission interministérielle des études de classement des zones de montagnes ;
- Mise en place de la Commission interministérielle des Règlements d'aménagement du territoire des massifs montagneux.

3-sur le plan des études :

- Elaboration des études de détermination, de caractérisation et de classement des zones et des massifs montagneux suivants (10) :
- Massif montagneux du Djurdjura, du Hodna, des Bibans, des Ouled Nail, de Blida/médéa, de l'Ouarsenis, de Dahra-Zacca-Chenoua, des Beni Chougrane, des Traras-Berkeche-Sbaa Chiouk et de Tlemcen-Daia-Saida.
- Elaboration de rapport national su les zones de montagnes.

Mécanisme de coordination :

- Conseil national de la montagne ;
- Commissions ;
- des ateliers techniques de concertation relatifs à l'examen, l'amendement et la validation des études sont tenus au niveau de chaque massif montagneux avec les autorités locales (Wali, Chefs de daïra, P/APC) et les institutions publiques

(université, centres et instituts de recherche-développement, associations, organisations).

Projets en faveur des environnements de montagne et de leurs communautés :

-Etude et aménagement d'une zone de développement durable Ighil Ali (W Bejaia) et Theniet Enasr (W Bordj Bou Arreridj) au niveau du massif montagneux des bibans, d'une population de près de 3500 habitants.

-03 projets d'éco-développement intégré au niveau des massifs montagneux del'Ouarsenis (1000 habitants), Aurès-Nememchas (2000 habitants) et Beni Chougrane (1000 habitants).